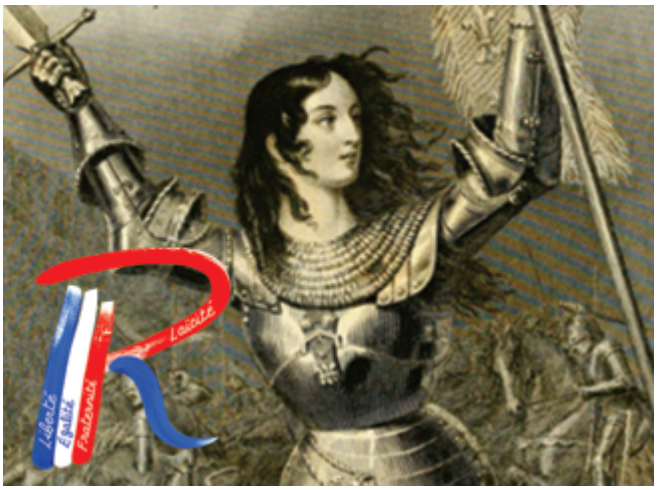
Lettre à René Marchand à propos d’Eurabia, réalité et non complot. Par Bat Ye’or

écrit par Christine Tasin | 28 avril 2014



Dans *Reconquista ou Mort de l’Europe, L’Enjeu de la guerre islamique, Pour une stratégie de contre-offensive* (Edition Riposte Laïque, 2013), René Marchand a écrit un livre engagé et proposé une stratégie. On ne pourrait reprocher à Marchand de jouer avec les mots, de se cacher derrière des simulacres mi-chair mi-poisson pour adopter les poncifs du discours politique actuel.

De ce livre volumineux je voudrais seulement clarifier mon explication d’Eurabia. Je ne l’ai jamais perçue comme un complot conçu par des conspirateurs. Ce fut une politique officieuse planifiée par le Conseil européen, c’est-à-dire les neuf chefs des Etats membres de la Communauté européenne (CE), et menée par leur exécutif : la Commission européenne. Cette stratégie basée sur des objectifs bien définis, visait à créer une alliance solidaire et une coopération à tous les niveaux entre les pays de la Communauté et ceux de la Ligue arabe. Ces derniers mettaient à cette alliance informelle des conditions incontournables: la reconnaissance d’un peuple palestinien représenté par l’OLP, celle de son chef Arafat, et l’engagement de la CE de créer au cœur même d’Israël un Etat palestinien avec Jérusalem comme

capitale. La guerre du Kippour de 1973 fournit le prétexte de cet accord que la France s'efforçait de promouvoir depuis les années 1960s.

En effet, la victoire inattendue d'Israël en octobre 1973 contre l'agression de deux Etats ennemis, la Syrie et l'Egypte aidés par les blocages militaires européens anti-israéliens, atterra le front européen et exaspéra les Arabes qui se vengèrent sur l'Europe par le boycott du pétrole. La CE travaillée depuis des années par le terrorisme international palestinien, aggravé par le terrorisme énergétique d'un boycott du pétrole, s'exécuta avec célérité et se soumit aux fatwas islamiques dans une résolution officielle conjointe à Bruxelles le 6 novembre 1973.

Une structure fut créée en 1974 dénommée, semblerait-il par Michel Jobert, 'Dialogue Euro-Arabe'. Des politiciens arabes et européens planifieraient ensemble dans divers comités spécialisés l'ensemble des relations stratégiques, politiques, économiques et culturelles des deux blocs y compris les aspects relatifs à l'immigration provenant de ces pays. Deux organisations furent créées simultanément pour coordonner les rencontres bisannuelles des comités: l'Association parlementaire européenne pour la coopération euro-arabe (APCEA) financée par la Commission européenne, et son corollaire arabe l'Union interparlementaire arabe (UIA) sous l'égide de la Ligue arabe.

L'APCEA fut fondée à Paris le 23-24 Mars 1974 à l'initiative du député Gaulliste (UDR) Raymond Offroy et du travailliste britannique Christopher Mayhew, membre du parlement. Offroy fut président du groupe parlementaire France-Pays Arabes créé en Novembre 1973. Quant à Mayhew il fonda avec Michael Adams une association anglaise similaire à celle d'Offroy: the Council for Arab-British Understanding (CAABU). Les membres des parlements néerlandais et du Luxembourg refusèrent de se joindre au groupe European pro-Arabe.

En 1974 l'APCEA rassemblait des ministres, des ambassadeurs et des députés de tous les partis politiques européens. Cet organisme fut chargé d'exécuter la politique du Dialogue Euro-Arabe comme on peut le lire sur le site de l'APCEA. Son premier secrétaire-général fut un

Anglais islamophile, Robert Swann, qui gérait à Paris les fonds de provenances diverses (ANAF). Swann constitue le lien entre l'APCEA dont il est le secrétaire-général et la revue *Eurabia* dont il est le rédacteur en chef, revue publiée par le Comité Européen des Associations d'Amitié avec le Monde arabe créé en 1973.

L'APCEA et l'UIA constituèrent le nucleus de la dynamique économique, culturelle et politique qui produisit Eurabia quelques décennies plus tard. Leurs Commissions spécialisées formulèrent les stratégies euro-arabes officieuses envers Israël, l'OLP, l'immigration musulmane en Europe, les principes du multiculturalisme, la diffusion de la culture arabe et musulmane, les dialogues inter-religieux, et la substitution d'une identité européenne aux identités nationales. Ensemble elles forgèrent l'Europe antisémite et islamisée d'aujourd'hui. Ces buts apparaissent dans leurs statuts, leurs politiques et leurs publications, attestées dans d'innombrables livres, archives, sources parlementaires et sur internet.

Marchand observe avec raison que la France ne fut pas la seule à mener cette politique. L'Angleterre, l'Italie, la Belgique – avec les pays scandinaves plus tard – rivalisaient en salamalecs. Les terroristes palestiniens se voyaient même offrir la possibilité de s'entraîner sur leur territoire en échange d'une impunité pour leurs nationaux dont les juifs européens étaient exclus selon Cossiga qui révéla en 2008 ces marchandages.

Le rôle de la France fut celui d'être au sein de la CEE l'initiatrice et le moteur de cette politique arabe dès les années 1965s. De Gaulle avait demandé à son ancien ministre Louis Terrenoire d'organiser un réseau de solidarité avec les pays arabes et surtout les Palestiniens dont la France voulu se faire le champion contre Israël. Soutenu par le Quai d'Orsay et le gouvernement, ce réseau, fondamentalement anti-israélien, s'amplifia rapidement par l'apport des personnalités politiques et médiatiques gaullistes. En 1967 l'Association de Solidarité France-Pays Arabes (ASFA) est créée et publie une revue:*France-Pays arabes*. C'est le Quai d'Orsay qui organisa au Caire la seconde Conférence internationale de soutien aux Peuples arabes (25-28 janvier 1969) dont les résolutions constituent l'embryon de

toute l’organisation et la politique du DEA.

En visite officielle au Liban en juillet 1971 le ministre français des Affaires étrangères, Jean de Lipkowski, déclara à une conférence de presse que la CEE avait évolué et s’alignait sur la position française alors qu’elle l’accusait auparavant de partialité pro-arabe. Dans sa Conférence de presse du 6 décembre 1979 à Paris, Chadli Klibi, secrétaire général de la Ligue Arabe, souligne le rôle d’avant-garde de la France dans la politique arabe de l’Europe et demande expressément aux médias français de transformer dans l’opinion publique ceux que l’on appelait « réfugiés arabes » en « peuple palestinien ». Jacques Chirac dans son discours à l’Université du Caire (8 avril 1996) disponible sur internet, ne cesse de vanter le rôle promoteur de la France dans la politique arabe et musulmane de l’Europe.

Je reconnais avec Marchand que l’Amérique ne fut pas en reste. Les madrasas proliférèrent avec la bénédiction de Washington qui s’activa également à créer les Talibans. Mais l’Amérique n’eut pas une politique d’islamisation de son propre territoire comme l’Europe, elle ne mena pas une politique de déni de son histoire et de son identité; ses objectifs étaient stratégiques et visaient l’URSS. Il fallut attendre Barack Hussein Obama ovationné par toute l’Europe pour constater l’alignement de la politique américaine sur celle de l’Europe et notamment sa soumission à la loi islamique du blasphème.

Comme Marchand je déplore la pluie de bombes déversée par les avions de l’OTAN sur Belgrade en 1995 et les ultimatums imposés aux Serbes pour les obliger à créer deux Etats musulmans sur leur territoire afin de satisfaire les ambitions ottomanistes de la Turquie en Europe. Cette stratégie dédommageait le monde musulman horrifié par la présence d’armées américaines infidèles en Arabie saoudite durant la première Guerre du Golfe (1991) menée pour libérer le Koweit. La Bosnie-Herzégovine fut créée sur le modèle multiethnique, multi-religieux, multi- culturel islamo-chrétien tant vanté du Liban et dont on connait le succès. Les médias et les intellectuels, multipliant les dialogues, panacées de tous les maux, ne tarissaient pas d’éloges sur cet Etat qui devait servir de logiciel à la future Europe multi-etc.

planifiée par la Déclaration de Barcelone (1994). Cette structure qui remplaçait, en l'élargissant, la semi-clandestinité du Dialogue Euro-arabe, octroyait à Israël un strapontin conditionné à son obligation imposée par l'Europe de créer en Judée et Samarie un Etat palestinien.

Quel fut l'impact des Juifs dans cette politique, demande Marchand. Médiocre…Premières victimes du terrorisme international palestinien en Europe et abandonnés par leur propre gouvernement (ceci ne rappelle-il pas les rafles et les déportations menées par les gouvernements collaborationnistes dans toute l'Europe occupée?), ils servirent d'écrans moyennant des prébendes, à la politique jihadiste de la Ligue arabe à laquelle l'Europe s'associait sous le prétexte de rétablir la justice et la paix détruites par Israël.

Pourquoi, demande Marchand, associer le Palestinisme, c'est-à-dire la politique exterminatrice conjointe euro-arabe contre le peuple d'Israël, à celle de l'islamisation de l'Europe ? Tous les courant les mêlent et les fondent inextricablement. En premier lieu ce fut la légitimation de l'OLP, c'est-à-dire de l'idéologie jihadiste niant l'histoire, l'identité culturelle, la souveraineté nationale du peuple juif et ses droits, qui fonda l'alliance et la stratégie euro-arabe dans tous ses aspects. Qui ne voit, en effet, que les lois jihadistes issues des textes sacrés musulmans, sont les mêmes pour les juifs et les chrétiens ! Le déni de l'histoire et des droits souverains des non-musulmans sont le fondement du jihad. Pour obtenir de l'Europe la légitimité d'exister, l'Etat d'Israël doit, comme le dhimmi, coopérer à la création sur son propre territoire d'un Etat arabo-islamique dont le but – l'Europe le sait pertinemment bien – est de le détruire. Elle-même d'ailleurs verse à la Palestine depuis des décennies des milliards d'euros en jizya pour se protéger du terrorisme, c'est-à-dire qu'elle accepte de monnayer sa sécurité et son existence. Elle a dû, par choix pour certains, par soumission pour d'autres, se plier à une politique immigrationiste de conquête qui la menace dans ses fondements.

Dans des textes récents les anciens chefs d'Etat et les commissaires onusiens qui souscrivirent en 1973 aux conditions de l'OLP et de la Ligue arabe, enjoignent leurs successeurs à user de représailles et de

boycotts pour forcer Israël à s'exécuter, l'histoire n'étant plus que le temps du Coran. Ils déclarent que la création de la Palestine dans laquelle l'UE s'est fortement et passionnément investie est d'un intérêt vital pour l'Europe, pour sa dignité et pour le maintien de ses bonnes relations avec le monde arabe.

Afin de justifier cette politique, l'UE a construit toute la panoplie des dénis : déni de la réalité historique du jihad, déni de l'identité européenne, déni du processus de désintégration, inversion des rôles d'agressés et de victimes conforme au jihad, déni de la persécution des chrétiens dans les pays musulmans imputée à Israël, discrétion sur les prises d'otages. De même qu'elle adopta le narratif palestinien délégitimant la résistance et le droit souverain d'Israël d'exister, de même écrase-t-elle les identités européennes menacées par la charia. De même qu'elle force Israël à s'autodétruire, de même l'Europe crée avec l'immigration massive, les conditions de sa propre destruction.

Non seulement le Palestinisme est lié à l'Islamisation théologique du Christianisme mais également les mêmes personnes et les mêmes réseaux transeuropéens qui militent avec le plus d'acharnement pour la Palestine, sont les collaborateurs de l'immigration en Europe. En novembre 1971, le Mouvement des travailleurs arabes assimila la lutte des travailleurs immigrés en France à celle des Palestiniens contre Israël. Soutenus par des prêtres catholiques, ils formèrent des « comités Palestine » et « fedaï ». Le combat des Palestiniens devint celui des immigrés arabes discriminés dans les banlieues.

René Marchand évoque la caste des collabos, caste qui, avec des motivations diverses, traverse les siècles, ratissant les voies de l'islamisation de leur pays. Dès les années 1920s un fort courant européen militait pour une fusion islamo-chrétienne contre le sionisme et pour un christianisme épuré de ses racines juives et plus proche du Coran. Le nazisme et ses collaborateurs, les Frères musulmans, notamment la branche palestinienne, lui conférèrent une ampleur et une puissance transnationale qui se maintint dans l'après-guerre. Johan von Leers, le criminel nazi réfugié en Egypte et converti à l'islam, rêvait avec ses confrères restés en Europe d'une expansion de l'islam

en Europe afin de renforcer l’alliance des deux continents par une religion commune. En novembre 1970, Georges Montaron, militant fanatique de la Palestine, donnant une conférence au Caire encourageait l’immigration musulmane pour faire pièce aux juifs européens. Quelle influence gagneraient les Arabes en Europe s’ils se transformaient en authentiques Français et Anglais, disait-il!

L’Europe d’aujourd’hui n’est pas le fruit du hasard. Elle fut voulue par les hommes d’Etats, les ministres, les économistes, les intellectuels des décennies précédentes. Ce sont ces personnes qui ont écrit dans l’histoire la page d’agonie de l’Europe judéo-chrétienne et des Lumières. Elles vivent encore. Il faudrait aller interviewer les Giscard, les Chirac, les Cheysson, les Pisanis, les Védrine, les Prodi, les Solana, les Zapatero, les Chris Patten, les Delors, les Blair, les von Weizsäcker, les Stoltenberg, Roland Dumas, Benita Ferrero-Waldner,et leurs semblables pour comprendre pourquoi l’alliance de Hitler avec les Frères musulmans, et notamment son représentant palestinien Amin al-Husseini, criminel de guerre, a si bien réussie.

Bat Ye’Or